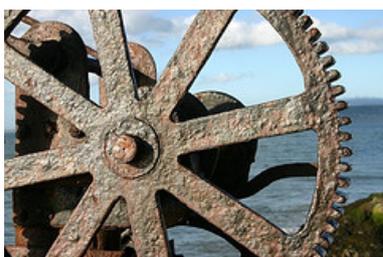


<http://lipietz.net/La-societe-en-sablier-et-l-idee-d-exclusion-le-cas-des-femmes>

Cahiers du MAGE n°3-4

La société en sablier et l'idée d'exclusion : le cas des femmes

- Économiste, auteur - Relations et politiques sociales -



Date de mise en ligne : mardi 1er juillet 1997

Copyright © Alain Lipietz - Tous droits réservés

[1997h] " La société en sablier et l'idée d'exclusion : le cas des femmes ", dans *Cahiers du MAGE* n°3-4, 1997.

Je présenterai d'abord rapidement les bases économiques des mécanismes perçus sous le nom "d'exclusion". Ensuite j'essaierai de voir les raisons plus psychologiques (au niveau des représentations) pour lesquelles on emploie ce terme. Je répondrai en cette occasion à la question posée par Chantal Rogerat : les femmes "au foyer" sont-elles des exclues en puissance ?

L'érosion de l'accord salarial fordiste

Les mécanismes à l'œuvre, je les ai présentés dans mon livre [La Société en Sablier](#). Les économistes ou les sociologues se rattachant à ce qu'on appelle "l'approche de la régulation" les ont longuement analysés. Il s'agit du remplacement d'un accord salarial "fordiste" par un type de salariat beaucoup plus flexible. Si l'on veut essayer de résumer à l'extrême : il y avait autrefois, c'est-à-dire entre 1945 et 1975, un certain modèle de salariat dans lequel, pratiquement, on entrait "à titre viager", suivant l'expression de Claude Meillassoux [1]. Le système institutionnel faisait que le "salarié", même quand il n'était pas payé par un employeur particulier, recevait de l'argent par le biais d'un *pool*, l'État-providence, qui assurait la mutualisation d'une partie du salaire. Dans ce contrat salarial, des clauses de progression du pouvoir d'achat s'enclenchaient sur les gains de productivité. Et puis, dans le cas plus particulier de la France, il y avait une dynamique d'entrée dans le salariat. Certains pays sont entrés dans le fordisme alors qu'ils étaient déjà complètement salarisés, comme la Grande Bretagne. D'autres, comme la France, ont vu la salarisation s'effectuer comme une "fordisation" pour une majorité de la population. En 1945, la France était minoritairement salariée. Le salariat y est devenu majoritaire, et même hégémonique, à la fin des années soixante. Cet aspect dynamique de la question est important. On a tendance à toujours réfléchir "en régime", alors que les transitions d'un régime à l'autre sont tout aussi déterminantes, notamment quant à la perception qu'elles entraînent.

Du fordisme et de sa crise, qui a couru dans les années 1970-80, nous sommes passés du côté de la "flexibilité" du rapport salarial. Ce ne fut pas le cas pour tous les pays. Ce n'est pas vraiment le cas en Europe, à l'Est de la France, au Nord de Rome et à l'Ouest de l'ancien "Rideau de fer", ce n'est pas le cas au Japon. Mais c'est le cas du monde "atlantique". Par une flexibilisation massive, il y a eu retour, et j'emploie bien le mot *retour*, à une forme de rapport salarial où, tendanciellement, on embauchera et on débauchera pratiquement sans limite, un type de rapport salarial beaucoup plus "néoclassique" en quelque sorte. La dynamique macro-économique en est évidemment transformée. Dans le système fordiste, on avait un effet que j'appelle "de montgolfière". La montgolfière, c'est la distribution des revenus : il y avait un peu de riches, beaucoup de moyens, assez peu de pauvres, mais toute la hiérarchie sociale s'élevait à la même vitesse, corsetée par les "baleines" de la montgolfière (les institutions du fordisme), et c'était en fait l'air chaud dans le ventre de la montgolfière (traduisez : les revenus des "gens de la moyenne" [2]), qui tirait la consommation et donc l'expansion. On peut dire que le revenu du gros du salariat servait de débouché à la production capitaliste, il fallait donc que ces revenus augmentent pour que toute la machine s'élève avec régularité et sans se déformer.

Aujourd'hui, la dynamique macro-économique est inverse. Pour l'illustrer, j'emploie l'image du "sablier". Ceux qui avaient un emploi stable, fordien en quelque sorte, tombent au fond du sablier, et l'argent, les revenus, se polarise vers le haut. Dès lors ce sont les dépenses de "ceux d'en haut" qui font vivre ceux d'en bas : en embauchant des domestiques, en consommant des biens. Quand ils achètent des voitures, par exemple, les hauts revenus font vivre les ouvriers de l'automobile. Aussi donne-t-on depuis quelques années des subventions aux plus riches pour qu'ils achètent une deuxième, une troisième voiture. Et on les dispense d'impôts quand ils embauchent du personnel de maison. Martine Aubry et Pierre Bérégovoy, en 1991, ont inauguré ce système : subventionner les riches pour qu'ils

embauchent des pauvres.

Pour illustrer ce mécanisme, j'utilise deux modèles ("modèle" au sens de : représentations concrétisées de ce quelque chose qui serait l'aboutissement de la société en sablier). Soit j'évoque ce qui était la situation du capitalisme français *avant* le fordisme, ou lors de sa transition fordiste, c'est-à-dire les années 1950, ou les années 1930, voire le 19^{ème} siècle. Soit j'évoque des pays qui ont *toujours* fonctionné ainsi, et je parle de "latino-américanisation", de "brésilianisation". Le Brésil est en effet un modèle de l'aboutissement de l'évolution française actuelle. Cette logique macro-économique du "*il faut payer ou subventionner les riches pour qu'ils embauchent des pauvres*" amène à considérer toute attaque contre les revenus des classes salariées supérieures comme une attaque contre l'emploi. C'est un discours que j'ai entendu par exemple après la chute de la dictature, en 1985-86-87, au début de la 2^{ème} République, quand on a inclus un salaire minimum assez élevé dans la constitution brésilienne. Ce salaire minimum concernant les domestiques, la presse a menacé : "*on va obliger les classes moyennes* (en fait, les classes moyennes supérieures) *à licencier leurs bonnes, celles-ci vont être obligées de retourner dans les bidonvilles*". J'ai été stupéfait de voir, à TF1, cette semaine, une enquête sur ces "pauvres femmes des classes moyennes supérieures" françaises qui perdaient le bénéfice de l'AGED, des chèques emploi-service, etc. Elles allaient être obligées de licencier des domestiques... et dans le reportage présenté, la domestique était africaine ! TF1 avait évidemment très bien choisi son modèle, de façon qu'il soit le plus significatif, le plus "brésilien" possible.

Un dernier point, un peu théorique, avant de passer à la représentation et au mot "exclusion". Le modèle du sablier est celui où la société passe, progressivement, vers de plus en plus de flexibilité. Donc on passe, *statistiquement*, et peut-être pas dans la trajectoire de chaque individu, mais au moins en coupes successives, et surtout par cohortes (promotions) successives vers de plus en plus de flexibilité. Les statisticiens apprécieront la nuance, qui implique des aspects psychologiques très importants. Il y a de moins en moins de gens qui ont un emploi stable, et de plus en plus de gens qui ont un emploi flexible, c'est-à-dire qui passent par une succession d'emplois précaires et de chômage. Il y a de plus en plus de gens qui sont au chômage, et parmi ceux qui sont au chômage, de plus en plus de gens qui ne retrouvent plus jamais de travail ou qui perdent l'espoir d'en avoir un. L'analyse que j'en donne réfute une classification qui reviendrait à dire : il y a deux tiers de la société qui sont restés à l'ancien régime, et un tiers (les moins qualifiées ?) qui s'est retrouvé exclu. Ça, ce serait la théorisation du discours : "*il existe une fracture sociale entre les inclus et les exclus*". Représentation qu'a utilisée J. Chirac pendant sa campagne électorale, mais qui est également la représentation que Delors utilise quand il traduit mal l'expression anglo-saxonne "*two-tiers society*", la société en deux tiers. On s'imagine qu'il y a les 2/3 du haut et le 1/3 du bas, alors que, quand les anglo-saxons introduisent cette expression, ils veulent parler de la société en sablier, c'est-à-dire que c'est le tiers médian qui fuit vers le bas ! C'est pour cela que j'emploie plutôt l'expression "*déchirure*", pour insister au contraire sur la *continuité*, soit de destin individuel, soit de destin collectif, et peut-être surtout de destin *familial*, entre fordien, précaires et exclus. Les "inclus", les gens "à statut", savent déjà que leurs enfants n'auront pas le même type d'emploi qu'eux-mêmes.

J'ai sans doute beaucoup insisté sur cet aspect là dans mon livre, qui date de 1996, car il est très marqué par l'expérience de la grève de Novembre 1995. Une grève "d'inclus", comme on disait, de "privilegiés" même, de "nantis", comme aurait dit Raymond Barre, de fonctionnaires ou de travailleurs de la fonction publique, mais qui avançaient des revendications sur la limitation du temps de travail (du côté de la retraite), et qui les présentaient comme une bataille pour toute la société. Le reste de la société l'a perçu de cette façon, et c'est cela qui était intéressant. Insister sur l'aspect "déchirure sociale", c'est insister sur une certaine continuité, y compris familiale, entre les stables, les précaires et les exclus.

Il y a des inclus qui ont des exclus dans leur famille, pour dire les choses brièvement... Ce qui est un peu oublier les recherches d'il n'y a pas si longtemps, en termes de "segmentation du marché du travail", de "reproduction sociale", etc. Le problème de la "reproduction" à l'intérieur d'une société qui se flexibilise est effectivement compliqué. Il faut enquêter. Les cadres ont sans doute gagné de l'argent pendant les années où l'argent montait vers le haut (les

"années-fric", les années 1980) mais leurs enfants eux-mêmes sont devenus précaires. C'est-à-dire que, même avec le même niveau d'études que leurs parents, ils ne vont pas trouver d'emploi. La flexibilisation et la précarisation remontent, de segment en segment, dans la hiérarchie sociale, et les théories de segmentation vont devoir être réétudiées de façon assez précise.

Alors pourquoi parler d'exclusion ?

Ce qui frappe instantanément, c'est que, dans la *réalité* des modèles que j'utilise, ces modèles comme perspectives réalisées de l'évolution de la société en sablier, c'est-à-dire le tiers-monde ou la France d'avant-guerre, on n'emploie pas spontanément le mot *exclusion* ! Si vous parlez du tiers-monde, vous parlez de "marginalisation de masse". Dans la France d'avant la guerre, on parlait de "pauvreté", on ne parlait pas d'exclusion. Même un très pauvre n'était pas un "exclu". Pourquoi donc parle-t-on aujourd'hui d'exclusion, d'exclusion sociale ?

C'est sans doute d'abord à cause de l'effet de *transition*, de l'effet de mémoire. Le mot "exclusion", comme beaucoup de mots du même genre, a le grand défaut de représenter à la fois un résultat et un processus. Donc on peut ne pas être "exclu" et vivre un processus "d'exclusion". Il suffit de ne pas être encore arrivé au bout du processus, c'est bien évident. Même un cadre, qui se précarise et qui sent qu'il se précarise - les enquêtes de Karlin et Lainé sont significatives à cet égard - ressent une angoisse qui remonte très haut dans la hiérarchie sociale.

Donc c'est le *processus d'exclusion*, c'est-à-dire le fait qu'on part du fordisme et qu'on va vers des situations plus précaires, pouvant aboutir à des situations de chômage durable où l'on ne pourra plus reconstituer son ancien mode de vie, c'est cela qui, je crois, est la plus puissante raison d'employer l'expression "exclusion".

Évidemment, on peut se dire que ça va se calmer au bout d'un certain temps, une fois que les gens se seront habitués à être précaires. Ils seront comme dans les années 1930. Quand on regarde les films du "réalisme poétique", on n'a pas l'impression que les prolétaires se percevaient comme "exclus", alors qu'ils étaient beaucoup plus précaires et pauvres que nos contemporains. Même constat quand on regarde le tiers monde. Quand j'explique à des amis syndicalistes brésiliens qu'en France il y a un RMI à 500 dollars par mois, ils me disent "*c'est ce que gagne un ouvrier qualifié dans la banlieue de San Paulo, ou c'est le triple de ce que gagne une ouvrière du textile du Pernambouc*" ! Tout est relatif, et l'on peut supposer qu'à un certain moment on ne parlera plus d'exclusion, c'est-à-dire que les gens auront trouvé normal d'être revenus "comme dans les années 30". A ce moment là on parlera de pauvreté. Peut-être que c'est ce qui se passe actuellement en Angleterre : "*ça y est, c'est fait, il n'y a plus d'exclusion, il y a des pauvres*" !

Cependant il y a deux raisons qui me font dire qu'on ne va pas se retrouver "comme dans les années 1930", même si nous n'arrivons pas, par la politique ou par les luttes sociales, à empêcher cette évolution, à "renverser le sablier". Nous sommes dans un pays capitaliste développé, où pourtant, de façon durable, le salariat ne se superpose plus au prolétariat. Ceci est un phénomène que l'on connaît bien dans le tiers-monde : les sociologues le désignent par "marginalisation", et les sociétés correspondantes sont dites à situation "lewissienne" [3]. Il y a plus de gens expulsés de l'agriculture et de toutes les formes précapitalistes, au Brésil, en Argentine ou au Mexique, que le capitalisme n'en n'aura jamais besoin sous la forme de salariat. Donc il y a des gens qui sont des "prolétaires", au sens étymologique qu'ils n'ont rien d'autre à offrir que leurs bras et leurs enfants, alors que le capital n'en a pas l'usage : ils peuvent proposer de vendre leurs bras pour zéro franc, on n'en veut pas !

C'est ce qui est en train d'apparaître en France. Sauf que ce n'est pas pour zéro franc mais pour un RMI. Même à 2 500 F par mois, on n'en voudrait pas. Pourquoi ? Même en envisageant le cas - atroce - où s'établirait une résignation à travailler comme dans le Tiers Monde, le capitalisme français n'en a pas besoin, parce que la nouvelle division sociale internationale du travail fait que, à n'importe quel prix, on peut trouver dans le tiers-monde des gens de qualification équivalente. Un tiers-monde qui ne commence pas très loin : en Tchéquie par exemple, qui n'est pas

un véritable tiers-monde, on peut trouver des gens, aussi qualifiés qu'en France pour bien moins cher.

Donc, d'une certaine façon, la nouvelle division internationale du travail (que je ne puis détailler ici) fait que, durablement, en France, il y aura des populations qui ne seront plus "employables" et donc exclues du salariat.

Cependant, certains seraient "employables" sur le marché intérieur, abrité de la concurrence. Ce qui m'amène à une troisième raison de parler d'*exclusion*. Pourquoi n'y avait-il pas d'exclus dans les années 1930 ou dans les années 1910, ou en 1848, en France, pourquoi n'y parlait-on pas "d'exclusion" ? Parce que de multiples *rapports sociaux autres que le salariat* existaient encore, et n'existent plus maintenant. Et qu'il faudrait les reconstruire, ou plutôt les remplacer.

Le cas des femmes

Ici, je vais me concentrer uniquement sur le cas des femmes. Parmi les figures de femmes dans la société en sablier, j'insiste dans mon livre sur le cas des "nouvelles Fantine" (pour reprendre l'image de la mère de Cosette, dans *Les Misérables*). Chantal Rogerat me demande de parler de la femme mariée, qui selon moi n'est pas exclue socialement si elle est l'épouse d'un non-exclus, mais qui est "à l'écart" du salariat. Et je dis aussi qu'il faudrait la compter comme une "exclue potentielle", puisqu'il suffit qu'elle perde son compagnon pour se retrouver devoir chercher du travail. Donc c'est une "Fantine" en puissance. Dans son cas, j'emploie l'expression "casement". C'est à la fois l'expression argotique (*se caser*) et le mot des langues romanes pour "se marier" (*casarse*). C'est enfin le phénomène par lequel la féodalité s'est instituée, soit par sédentarisation des couches basses de la société franque, soit par autonomisation des esclaves dans la transition de la villa à la féodalité, phénomène étudié par Georges Duby et quelques autres. Or ce phénomène de "casement" est très intéressant.

Je crois qu'au MAGE on parle de "rôles sociaux de genre". J'emploie plutôt l'expression de Colette Guillaumin [4] : le "sexage". Mais il est extrêmement important de bien comprendre que le rapport de sexes se concrétise institutionnellement de façon variable dans l'histoire et dans les trajectoires individuelles. De même qu'à l'intérieur du concept général du salariat, il y a un moment qui est *l'embauche*, il peut y avoir, à l'intérieur du processus général de sexage, un moment qui est le "casement". On commence à voir des jeunes filles qui renoncent à "tenter l'embauche" ; on connaît les stratégies des "beurettes" de deuxième génération, celles qui ont vu leurs grandes sœurs échouer à trouver un emploi, bien qu'elles aient un BTS voire un Deug, et qui commencent à se dire qu'il n'y a plus qu'à reprendre la solution traditionnelle : accepter le mariage proposé par la communauté. Donc le casement comme stratégie alternative au salariat !

Revenons aux "Fantine". J'insiste beaucoup sur Fantine parce que c'est une salariée, une vraie salariée. Fantine, c'est la prolétaire salariée précaire de 1830, qui doit accepter n'importe quel "emploi", parce qu'elle est femme-seule et parce qu'elle a un enfant. Ce sont toutes les femmes dont on parle aujourd'hui à propos des lois sur le travail à mi-temps et de leur mise en œuvre dans la restauration, la grande distribution, le nettoyage. En 1991, on a dispensé les employeurs de cotisations sociales quand ils embauchaient à mi-temps, ce qui les encourageait à casser en deux d'anciens pleins temps : c'est la solution du "partage du chômage". Et pour l'essentiel ce sont des "chefs de familles monoparentales" qui en furent victimes.

Cette situation des "nouvelles Fantines" du tertiaire est très révélatrice, mais il y en a d'autres. La production cinématographique actuelle nous réhabitue à la domesticité, aux histoires à la Maupassant : *L'odeur de la papaye verte*, *Les silences du palais*, histoires coloniales des années 1950. Ce qui est très significatif, c'est qu'une femme, une cinéaste, a eu l'idée de faire voir les "filles de ferme" d'aujourd'hui, avec le film *Y aura-t-il de la neige à Noël ?*

Ce retour massif de certains rôles féminins des années d'avant le fordisme nous montre que, d'une certaine façon,

"l'exclusion" peut frayer la voie, soit vers la clochardisation, soit peut-être aussi vers une transition, un retour de formes qui nous paraissent absolument scandaleuses, qui avaient complètement disparu, mais qui vont être aussi des "places" dans la société en sablier. On parlait jadis des "places couchées", quand les femmes venues de la campagne trouvaient un emploi d'employée de boulangerie, etc., où l'on avait une "place" pour dormir (et subir les assaut du patron). Tout ceci va réapparaître. En fait, derrière le mot *exclusion* se profile toute une série de très vieux rapports sociaux qui vont petit à petit être rétablis en France... si l'on ne renverse pas le sablier.

[1] Femmes, greniers et capitaux, Ed. Maspéro, 1971.

[2] Il y a tout un débat actuellement sur l'expression "classes moyennes". Je préfère employer l'expression "gens de la moyenne" pour désigner ceux qui sont autour de la médiane.

[3] Du nom de W. Arthur Lewis qui, dans les années 1950, théorisait une offre infinie de main d'œuvre, venue du trop-plein rural, et confrontée à une salarisation industrielle restreinte.

[4] Voir Colette Guillaumin, "Pratique du pouvoir et idée de nature" dans Sexe, race et pratique du pouvoir, Côté-femmes, Paris, 1992.